



ARRETE MUNICIPAL n°2022-04

Portant constitution d'une régie de recette d'occupation du domaine public communal et du cimetière

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à cet agent,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 23 mai 2020 autorisant le maire à créer (modifier ou supprimer) des régies communales en application de l'article L.2122-22 al.7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 16-2018 instaurant une régie de recettes RODP,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 31/12/2021,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'arrêté 16-2018 et ses modificatifs sont abrogés et remplacés par celui-ci.

Article 2 :

Il est institué à compter du 1^{er} janvier 2022 une régie de recette auprès de la Mairie de Grésy-sur-Aix.

Article 3 :

Cette régie est installée au service de la Police Municipale – 52, place de la Mairie – 73100 Grésy-sur-Aix.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'occupation du domaine public communal
- Droits de vente et de renouvellement des concessions funéraires

Article 5 : les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèce ou chèque bancaire
- Les règlements seront perçus contre remise d'une quittance (carnets de reçu / P1RZ)

Article 6 : un fond de caisse d'un montant de 40 € est mis à disposition du régisseur

Article 7 : Le montant maximum (mensuel) de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est de 5000 €.

Article 8 : le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Principal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès du Trésorier Principal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes, au minimum une fois par mois.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination.

Article 12 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

Article 13 : Monsieur le Maire et Monsieur le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affiché le : 07/01/2022

Fait à Grésy-sur-Aix, le 6 janvier 2022

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 07/01/2022
Notifié à l'intéressé le : 07/01/2022
Certifié exécutoire le : 07/01/2022



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.